

TÉLÉPHONIE MOBILE

Des chiffres et des questions

L'opérateur russe Vimpelcom a publié jeudi les résultats de l'exploitation de sa filiale algérienne Djezzy en annonçant un chiffre d'affaires de l'ordre de 471 millions de dollars US (une augmentation de l'ordre de 4%) et une fulgurante ascension du nombre de ses abonnés, atteignant le chiffre de 17,75 millions. Grâce au programme de fidélisation et surtout à sa formule Imtiyaz, Djezzy a augmenté son parc de 11% par rapport au premier semestre de 2011.

Par Mokhtar Benzaki

L'EBITDA (revenus calculés avant intérêts, impôts, dotations aux amortissements et provisions sur immobilisation) est passé au chiffre record de 284 millions de dollars avec un ratio de 60% que l'entreprise conserve pour le cinquième trimestre consécutif.

Le groupe russe déplore toutefois le faible taux des dépenses liées à l'investissement (CAPEX), en raison de l'interdiction toujours en cours de procéder aux transferts de devises imposée par la banque d'Algérie depuis 2009.

Néanmoins, l'opérateur a omis d'évoquer son soulagement par rapport à l'épée de Damoclès qui était brandie à chaque bilan de l'ARPT. Aujourd'hui, Djezzy détient, selon le bilan établi par les Russes de Vimpelcom, 54% des parts de marchés et ne subit plus les aléas de la position «dominante», constatée auparavant par l'ARPT. Djezzy maintient ainsi et de loin sa position de leader en



dépôt de l'extraordinaire avancée de Mobilis, non seulement par rapport à l'augmentation du nombre de ses abonnés mais surtout par sa nouvelle vision économique, tournée radicalement vers le réalisme du marché. Pour preuve, ces deux opérateurs versent au Trésor public les deux tiers environ de la fiscalité perçue sur tout le secteur des télécommunications.

Nedjma : nouveau dilemme pour le gouvernement algérien

Ce qui n'était, il y a quelques semaines, qu'une simple spéculation des places financières, est devenu une réalité : l'autorité financière koweïtienne a accordé jeudi au groupe qatari

Qtel l'autorisation de procéder à l'acquisition de la totalité des actions de l'opérateur Wataniya Telecom, détenteur de la licence d'exploitation de Nedjma en Algérie. Du coup le scénario de l'achat de Djezzy par le gouvernement algérien risque de rebondir avec le changement de détenteur de la licence accordée aux Koweïtiens pour l'exploitation de Nedjma.

L'action de Wataniya Telecom cotée à 2.2 DWK (7,78 \$) a fait l'objet d'une offre publique d'achat (OPA) pour la valeur de 2.6 DWK (9,02 dollars), soit une marge de l'ordre de 20%. Les 239 millions d'actions koweïtiennes coûteront la bagatelle de 622 millions de dinars koweïtiens, soit 2,2 milliards US\$.

Le plus impressionnant dans



Photos : DR.

cette acquisition est la volonté des Qataris d'investir le marché maghrébin en se focalisant sur le marché de la 3G en Tunisie et le développement des aspects structurels en Algérie.

Le groupe qatari n'a pas encore évoqué les volumes de ses investissements dans ces deux pays, mais il part en véritable conquérant en Tunisie où il a déjà investi, en 2011, la somme de 1,2 milliard de dollars US pour le rachat des parts d'Orascom dans Tunisiana dont il dispose désormais de la moitié du capital.

Toutefois, la mission ne semble pas aussi confortable quand il s'agit du marché algérien. Les Qataris ont besoin de lever des fonds pour financer leurs investissements dans

Nedjma et pour cela, ils ont besoin de deux éléments essentiels : la performance économique et l'assurance du gouvernement algérien de ne pas s'opposer à l'acquisition de Wataniya par Qtel.

Si la position du gouvernement est encore inconnue, les indicateurs économiques de Nedjma sont observés attentivement par les investisseurs, en raison notamment de la stagnation des taux de bénéfice générés lors des derniers exercices. Accuser Djezzy de position dominante et réclamer la protection de l'ARPT sont-ils suffisants à rassurer les investisseurs et à convaincre les responsables du groupe de continuer à mettre la main au portefeuille ?

M. B.

SELON LE PREMIER RECENSEMENT

Plus de 50% des entités administratives actives dans l'enseignement

Plus de 50% des entités administratives en Algérie actives dans le domaine de l'enseignement, selon l'Office national des statistiques (ONS).

Selon les résultats définitifs du premier recensement des activités économiques hors agriculture, effectué en 2011 par l'ONS, sur 56 246 entités administratives identifiées au niveau national, 50,3%, soit 28 275 entités, actives dans l'enseignement avec ses différents cycles.

Quant aux 49,7% restants, l'ONS les décompte en 19 316 entités opérant dans l'administration générale, soit 34,3%, et 8 655 entités actives dans la santé humaine (15,4%). Sur les 56 246 entités administratives recensées, 30 988 entités, soit plus de 55%, emploient moins de 20 salariés, 14 232 (25,3%) emploient entre 20 et 49 salariés et 11 026 (20%) plus de 50 sala-

riés. Dans l'enseignement et l'administration publique, le nombre employant moins de 20 salariés représente respectivement 45% et 60%. En revanche, la part de la santé est très importante, se situant à 77%.

En ce qui concerne la tranche d'effectifs de 20 à 49 salariés, l'enseignement compte plus de 34%, l'administration (19%) et la santé 11%.

Enfin, les entités administratives employant plus de 50 salariés, représentent 21% dans l'enseignement et également 21% dans l'administration publique et seulement 12% dans la santé. En général, les résultats du recensement font état d'une forte concentration des entités administratives au

niveau de 17 wilayas du pays, dont le nombre représente 51,5% de l'ensemble des entités réparties sur le territoire national.

Il s'agit d'Alger, Sétif, Batna, Tizi Ouzou, M'sila, Tlemcen, Médéa, Béjaïa, Bouira, Chlef, Oran, Mascara, Skikda, Djelfa, Tiaret, Relizane et El Oued. En termes de répartition par activité, ces wilayas représentent 53,5% des entités du secteur de l'enseignement et 52% de celui de la santé.

La région des Hauts-Plateaux en pole position

Par région, le Nord-Centre totalise 27,5% des entités administratives avec 15 477 entités, selon les données de l'ONS. La wilaya d'Alger se classe en tête avec 2 887 entités, selon l'Office

qui explique cette situation par la densité de la population et surtout par la concentration des administrations centrales et des établissements publics à caractère administratif (EPA) dans la capitale.

Les résultats du recensement indiquent que le secteur de l'enseignement représente près de 50% de l'ensemble des entités administratives de la capitale et celui de l'administration 37,5%. Alger est suivie par les wilayas de Tizi Ouzou avec 1 944 entités administratives, Médéa (1 672) et Béjaïa (1 582).

La région du Nord-Ouest compte 9 371 entités administratives (soit 16,7%) dont 1 752 entités se trouvent à Tlemcen et 1 508 et à Oran. Environ 8 293 entités administratives ont été recensées dans la région Nord-Est, soit 14,7% de l'ensemble.

C'est la wilaya de Skikda qui vient en tête avec 1 436 entités, suivie de Mila (1 173), Constantine (1 078) et la wilaya d'El Tarf avec 831 entités.

La région des Hauts-Plateaux est en pole position puisqu'elle regroupe 16 169 entités (28,7%) et c'est la wilaya de Sétif qui en compte le plus avec 2 270 entités, suivie par les wilayas de Batna (2 227), M'sila (1 764) et loin derrière Naâma avec 475 entités administratives.

L'ONS note dans son recensement que la région du Sud totalise 6 936 entités administratives, soit 12,3% du total. La wilaya d'El-Oued compte 1 310 entités, suivie par Biskra (1 216), Ouargla (1 014 entités) et enfin Tindouf avec seulement 157 entités administratives.

C. B.